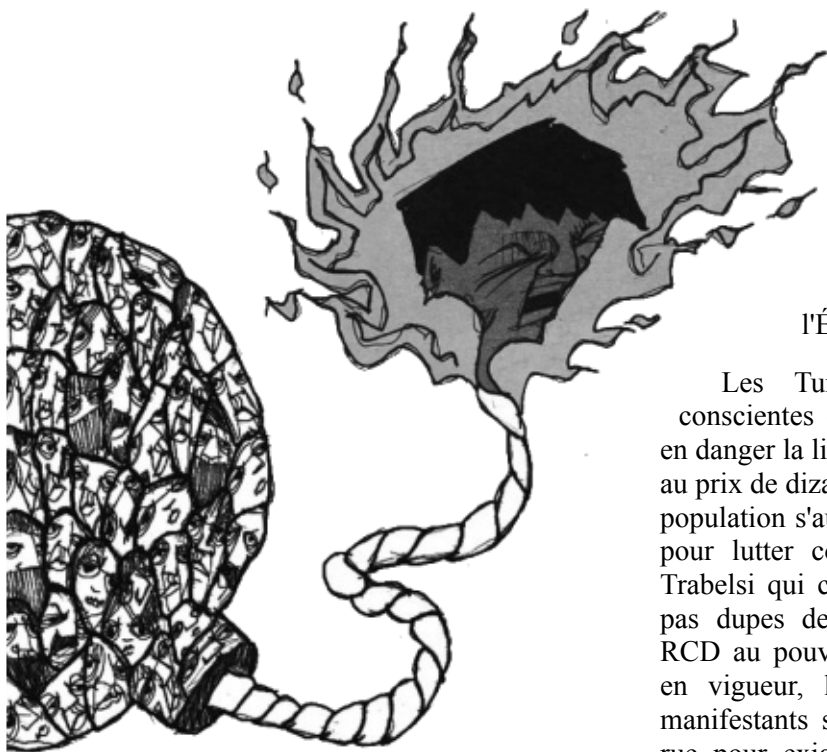


# Cause Commune

Journal anarchiste [www.causecommune.net](http://www.causecommune.net)

Tunisie :

## La révolution n'est pas finie!



le souffle de la révolte retombé. On ne peut pas non plus écarter l'éventualité d'un nouveau dictateur ayant, comme Ben Ali, l'aval de l'Élysée et de la Maison Blanche.

Les Tunisiennes et les Tunisiens sont conscientes et conscients des écueils qui mettent en danger la liberté qu'ils et elles viennent d'arracher au prix de dizaines de morts. Partout dans le pays, la population s'auto-organise en comités d'autodéfense pour lutter contre les milices du clan Ben Ali-Trabelsi qui continuent de sévir. Les gens ne sont pas dupes des manœuvres visant à maintenir le RCD au pouvoir. Bravant l'état d'urgence toujours en vigueur, le 16 janvier des manifestantes et manifestants sont à nouveau descendu-e-s dans la rue pour exiger un vrai changement, en criant : « Nous ne nous sommes pas révolté-e-s pour la formation d'un gouvernement d'union avec une opposition de carton-pâte. »

La révolution n'est pas finie, car aucun des problèmes de fond n'est réglé : pauvreté, chômage de masse, corruption, clientélisme, inégalités, etc... Au-delà de l'instauration d'un régime démocratique, la question sociale reste au centre des préoccupations des Tunisiennes et des Tunisiens. Les maux que connaît le pays ne pourront être réglés que par une politique énergique de redistribution des richesses en rupture avec la dictature des marchés.

Nos organisations affirment leur entière solidarité avec la lutte du peuple tunisien pour la liberté et la justice sociale et son soutien aux militants et militantes anticapitalistes de Tunisie; elles condamnent l'attitude des États occidentaux et plus généralement de leur classe politique, de droite comme social-démocrate, investie depuis toujours dans le soutien au pouvoir autoritaire de Ben Ali.

#### Organisations signataires :

Alternative Libertaire (France), Federazione dei Comunisti Anarchici (Italie), Organisation Socialiste Libertaire (Suisse), Union Communiste Libertaire (Québec, Canada), Libertäre Aktion Winterthur (Suisse), Zabalaza Anarchist Communist Front (Afrique du Sud), Libertære Socialister (Danemark), North-Eastern Federation of Anarchist Communists (États-Unis), Workers Solidarity Movement (Irlande)

Nidal El Khairy  
nidalelkhairy.blogspot.com

Ce texte est une déclaration commune issue du projet Anarkismo.net, dont l'UCL est membre, le 19 janvier dernier.

Après un mois d'insurrection populaire, le tyran est tombé. Ben Ali et sa clique ont pris le chemin de l'exil. C'est une immense victoire pour le peuple tunisien qui ne peut que réjouir toute personne éprise de liberté. C'est aussi un exemple et un grand espoir pour les peuples de la région qui vivent dans des régimes policiers.

Mais la révolution n'est pas finie : le Rassemblement Constitutionnel Démocratique (RCD) détient toujours le pouvoir avec 161 sièges sur 214 au parlement, et le président par interim Foued Mebazaa et le premier ministre Mohamed Ghannouchi sont des piliers de la dictature. Plus qu'un réel changement, les premières mesures prises dans l'urgence montrent surtout la volonté du pouvoir de calmer la rue. Il y aura des élections dans soixante jours, mais selon les règles de l'actuelle constitution... taillée sur mesure pour le RCD. Les consultations pour la constitution d'un gouvernement d'union nationale ont commencé, mais c'est le RCD qui sélectionne les partis qui lui conviennent. Le but de la manoeuvre est clair : il s'agit de confisquer à la rue sa victoire en canalisant la révolte vers le terrain politique. Le risque est grand que le parti au pouvoir coopte une opposition servile et instaure une démocratie de façade une fois

### Entretien avec deux militants tunisiens

Les événements qui secouent violemment le statu quo en Tunisie et en Égypte évoluent rapidement. Au moment d'écrire ces lignes, le dictateur égyptien, Hosni Moubarak, apparaît au point de rupture face à un mouvement social d'une ampleur sans précédent au pays. Ailleurs dans la région, des appels au soulèvement ont été lancés : Soudan, le 30 janvier; Yémen, le 3 février; Syrie, le 5 février; Algérie, le 12 février; Bahreïn, le 14 février.

C'est dans ce contexte que deux militants libertaires Tunisiens ont rencontré, le 26 janvier dernier, le collectif français Lieux Communs, pour un entretien de fond sur la situation tunisienne, mais qui s'applique aussi, nous pensons, à la situation qui se développe d'heure en heure dans le monde arabe. Nous reproduisons ici quelques extraits :

(suite en page 3)

- Perspectives libertaires -

### Nommer les choses pour ce qu'elles sont

Déjà plus d'un an que chaque semaine apporte son lot d'informations concernant un nouveau morceau du puzzle de la corruption au Québec. S'il y a un sujet qui aurait pu nous faire écrire des pages et des pages, c'est bien cette série de « scandales ». Nous avons pourtant choisi de ne pas nous scandaliser. Pour nous, anarchistes, la corruption n'est rien de plus que la somme de l'addition de l'argent et du pouvoir. Bref, tout ce qu'il y a de plus normal dans nos démocraties libérales.

On sait déjà comment les politiciens et les politiciennes, des ministères aux conseils municipaux, nous mentent et déforment la réalité pour se faire élire, qu'ils et elles utilisent tous les moyens à leur disposition pour se hisser au pouvoir. Pourquoi s'étonner lorsque leurs tromperies se poursuivent après leur élection?

D'ailleurs, on peut bien appeler ça comme on veut – copinage, clientélisme, retour d'ascenseur – et faire comme si c'était une pratique importée d'un pays exotique au nom imprononçable; c'est en réalité la norme dans ce système. Le parcours politicien amène inmanquablement à passer par la chambre de commerce, des conseils d'administration et des associations professionnelles, afin de se constituer un fond de contacts pour s'aider et de récolter du financement. Une fois au pouvoir, l'élu-e retourne le service à ses ami-e-s : distribution de contrats, de faveurs, adoption de lois complaisantes pour ses chums, nomination de complices à des postes-clefs. Il ou elle revient ensuite au monde de l'entreprise ou de l'association patronale et continue à graisser la mécanique du capitalisme et de l'accumulation des richesses au profit d'une minorité.

Il y a aussi les invisibles, ceux et celles qui assistent, qui conseillent, qui tirent les ficelles : cette armée de l'ombre de stratèges, de relationnistes et de marionnettistes de la mascarade démocratique. Plus souvent qu'autrement, ils et elles passent sans formalité de l'entreprise capitaliste au service de l'État, et vice versa. Doit-on se surprendre de cette relation incestueuse?

La corruption est inséparable du pouvoir : un processus simple qui se développe encore et toujours, peu importe le parti, peu importent les grandes déclarations, les grands discours sur l'éthique et les commissions d'enquêtes... Parce que l'État c'est le vol et la corruption, parce que l'État c'est l'organisation en système du pillage et de l'exploitation, parce que l'État c'est la forme légalisée du crime.



# Le borbier médiatique au Québec

La situation des médias au Québec est catastrophique : les médias se concentrent de façon alarmante aux mains d'un groupe restreint de compagnies qui se partagent le contrôle des ondes et des journaux. Par conséquent, la vision du monde qu'on y diffuse combine spectacle abrutissant et discours de droite.

Le conflit de travail qui oppose les employé-e-s du *Journal de Montréal*, en lock-out depuis maintenant deux ans, à l'empire Québecor s'inscrit dans ce contexte. Globalement, les offres de l'employeur aux syndiqué-e-s visent à éliminer quatre jobs sur cinq, dont la plupart celles de journalistes, ainsi qu'à s'assurer de la fermeture de *Rue Frontenac*, le site web et journal d'actualités lancé par les syndiqué-e-s. Comment ne pas y voir là une attaque à la qualité de l'information et à la diversité des médias? Le *Journal de Montréal* est aujourd'hui fabriqué sans journalistes, par des cadres et des scabs, et publie les textes de chroniqueurs et chroniqueuses de droite sympathiques à l'idéologie individualiste et libertarienne de Pierre-Karl Péladeau. Pas surprenant, donc, que le Journal était distribué gratuitement lors du lancement du « Réseau Liberté-Québec », un rassemblement d'ex-adequistes qui trouvent qu'il y a encore trop de contraintes sur le « libre marché », bref, pas encore assez de pouvoir entre les mains des riches et du patronat. Face à ce constat, l'administration de la Société de transport de Montréal (STM) n'a-t-elle pas manqué de jugement en accordant au *24 heures*, une autre propriété de Quebecor, le droit exclusif de distribution dans les stations de métro de la métropole?

Il serait cependant erroné d'isoler Quebecor comme la source du mal dans le paysage médiatique québécois. Radio-Canada, soi-disant média public, s'est récemment alliée avec Gesca, propriétaire de *La Presse*, pour offrir une tribune à André Pratte, éditorialiste en chef de *La Presse*, lui permettant d'y faire la promotion de ses idées de droite et des mesures antisociales qui en

découlent. Rappelons que Gesca est liée à Power Corporation, une multinationale dirigée par une autre tête d'affiche de la droite québécoise : Paul Desmarais. Du côté de Cogeco, l'entreprise, ayant acheté des stations de radio Corus, possède maintenant pas moins de trois stations de radio FM francophones à Montréal, soit CKOI, le 98,5 et CKAC Sports. Malgré le fait que cette situation est une flagrante violation de la règle selon laquelle une entité propriétaire de médias ne peut pas détenir plus de deux stations AM ou FM de même langue dans un même marché, les autorités ont accordé un passe-droit.

## De quoi est-ce qu'on nous parle?

Les médias, appartenant à de grands monopoles, n'ont pas intérêt à traiter des sujets qui opposent leurs valeurs à celles des autres. On parle deux fois plus de météo dans les médias québécois qu'au Canada, et cinq fois plus qu'ailleurs dans le monde. Au Québec et au Canada, le sport arrive en premier avec 19 % de l'espace médiatique occupé, loin devant la politique à 10 %. On a parlé plus souvent de Halak que de Jean Charest ou d'Obama. Des dix nouvelles les plus populaires sur une période de sept jours en 2010, neuf ont trait au sport, dont six concernent le Canadien et les séries éliminatoires. On n'a jamais parlé autant de hockey, même pas lors de la Coupe Stanley de 1993! Pendant ce temps, les enjeux de pauvreté, les aînés ou les autochtones n'occupent que 0,74 % de l'espace médiatique.



C'est sûr que le hockey est quelque chose de divertissant, mais quand on ne parle que de hockey, le traitement qu'on fait des enjeux collectifs – la politique, l'économie, les jobs qui se perdent, la pauvreté qui s'accroît, etc. – en souffre nécessairement. Cette année a été marquée par des scandales de corruption au

## Québec :

# CKIA respire mais n'est pas tirée d'affaire

Les progressistes de Québec ont eu chaud. En décembre dernier, la radio communautaire CKIA est passée à deux doigts de fermer faute de fonds. Un mois plus tard, grâce à la mobilisation, la station respire mais n'est pas encore tirée d'affaire.

## Branle-bas de combat

Début décembre, les membres apprennent en assemblée générale que la station est en crise. L'ensemble des employé-e-s, sauf le technicien, a été mis à pied et les coffres sont à sec. Malgré le choc, un comité de survie est organisé sur-le-champ et les gens s'échangent leurs coordonnées sur le trottoir après l'assemblée. Le lendemain, la crise de la station fait la manchette au téléjournal de Radio-Canada. Quelques jours plus tard, le Collectif anarchiste La Nuit (UCL-Québec), qui diffuse Voix de faits depuis trois ans sur les ondes de CKIA, lance le premier appel à la solidarité avec la station. Peu de temps après, *Le Soleil* s'en mêle, ainsi que d'autres médias locaux. Branle-bas de combat dans la gauche et rappel des troupes, c'est la mobilisation générale.

Dans un premier temps, la permanence est assurée par une retraitée, ancienne employée de la station. Toutefois, pour différentes raisons, ça ne peut durer. Le comité de survie doit donc prendre le relais. La campagne de membership, dopée par la crise, permet d'inscrire 500 membres en quelques semaines. Une

série de spectacles bénéfiques sont planifiés, les initiatives se multiplient. Pendant un mois, c'est l'autogestion forcée, à grand renfort de jus de bras militant. La coordination se fait toutes les semaines, dans des réunions parfois houleuses, où les membres du conseil d'administration et du comité de survie échangent leurs points de vue et s'informent mutuellement de l'état de leurs travaux.

## Pas de retour à la normale

Si des tensions existent concernant les rôles de chacun et chacune – il apparaît clair, par exemple, que le c.a. veut reprendre le contrôle de la situation – tout le monde s'entend pour dire qu'il ne pourra y avoir de retour à la normale de sitôt à CKIA. Tout d'abord, si la station est encore ouverte, c'est parce que des bénévoles – membres du c.a. et membres du comité de survie – la portent à bout de bras. Ce n'est pas demain la veille que la station sera assez riche pour remplacer le travail militant par du travail salarié. Ensuite, la survie de la station passe par son développement et ça, ça implique non seulement une levée de fonds mais aussi une révision en profondeur de la grille et de l'identité de la station (les gourous de marketing parleraient de « positionnement »).

Comme il l'a déjà expliqué dans son appel, le Collectif anarchiste La Nuit pense qu'on ne peut pas se passer de la voix de CKIA dans le contexte politique actuel. C'est la seule voix authentiquement de gauche, libertaire et féministe dans un paysage

# Cause Commune

*Cause commune* est le journal de l'Union communiste libertaire (UCL). 3000 exemplaires de ce journal sont distribués gratuitement par des militantes et des militants libertaires, membres ou non de l'organisation. *Cause commune* se veut un tremplin pour les idées anarchistes, en appui aux mouvements de résistance contre les patrons, les proprios et leurs alliés au gouvernement. Si le journal vous plaît et que vous voulez aider à le diffuser dans votre milieu, contactez le collectif de l'UCL le plus près de chez vous. Vous pouvez aussi soumettre un texte ou nous faire part de vos commentaires en écrivant à [journal@causecommune.net](mailto:journal@causecommune.net).

## Contacts locaux de l'UCL :

[ucl.saguenay@causecommune.net](mailto:ucl.saguenay@causecommune.net)  
[ucl.quebec@causecommune.net](mailto:ucl.quebec@causecommune.net)  
[ucl.montreal@causecommune.net](mailto:ucl.montreal@causecommune.net)



Pour nous rejoindre :  
[ucl@causecommune.net](mailto:ucl@causecommune.net)

gouvernement, par l'exploitation des gaz de schistes et par plein d'autres magouilles. Pendant que les gens s'appauvrissent, la classe politique vend le Québec pour enrichir ses amis capitalistes. Révoltant? C'est sûr, mais vous n'en entendrez pas parler à Canal V, ni dans les chroniques du *Journal de Montréal*.

Les médias de masse ne sont pas intéressés à informer réellement les gens de manière à leur donner un pouvoir sur leur propre vie. Le spectacle qui vend et qui fait diversion prime sur les problèmes de société, on martèle le discours de l'économie et de la croissance pour nous convaincre d'être résigné-e-s et qu'il n'y a d'autre choix que de se serrer la ceinture et de couper dans les services sociaux. C'est à ce point grave que les journalistes réuni-e-s en congrès à Québec se demandaient : « Pouvons-nous encore revendiquer le titre de chiens de garde de la démocratie alors que seule une modeste partie des ressources financières et humaines des médias sert la vie démocratique? ». En effet, on devrait peut-être nommer l'industrie médiatique pour ce qu'elle est : une industrie du tape à l'œil.

radiophonique largement dominé, à Québec, par la droite. On en a besoin. Maintenant, la direction de la station doit reconnaître qu'elle aussi a besoin de cette gauche libertaire et féministe pour renouveler ses pratiques et (ré)impliquer un maximum de gens dans la vie de la station. Bref, passer de l'autogestion forcée à l'autogestion assumée...



## Librairie sociale autogérée

265 Dorchester, Québec

Ouvert du mardi au jeudi de 14h à 19h,  
le vendredi de 12h à 21h  
et le dimanche de 12h à 17h



# Des héros, vraiment?

Dans le cadre de la Marche Mondiale des Femmes, la Fédération des Femmes du Québec (FFQ) a produit des capsules vidéo, dont une qui a beaucoup fait jaser. Celle-ci dénonce notamment le recrutement militaire dans les écoles et l'occupation de l'Afghanistan. Les détracteurs et les détractrices ont davantage attaqué la forme de cette capsule ainsi que la FFQ, au lieu de débattre du message. Les militaires sont-ils, sont-elles « des héros », comme l'a alors affirmé la mère d'un soldat tué?



Il est pertinent de rappeler que les premières semaines du conflit causèrent la mort de plus de 4000 civil-e-s du côté afghan. De plus, des centaines de prisonniers et de prisonnières furent transféré-e-s à la base de Guantánamo et plusieurs O.N.G. ont avancé qu'il y aurait eu des massacres de détenu-e-s.

## Le test de Bechdel Cachez ces femmes que je ne saurais voir

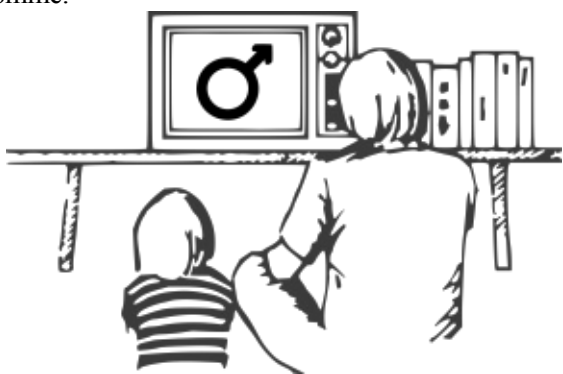
Tanné-e-s d'entendre cette vieille rengaine qui veut que les femmes occupent maintenant trop de place, et qu'aujourd'hui les hommes sont opprimés et défavorisés? Ou cette autre, de la même eau, qui affirme que le féminisme n'a plus sa raison d'être, car les femmes ont atteint l'équité salariale? Parlons cinéma. Une solution simple et rapide s'offre à vous pour dynamiser ces niaiseries : le test de Bechdel.

Ce test, développé par Alison Bechdel, auteure de la bande dessinée *Dykes to Watch Out For*, se compose de trois courtes questions à vous poser lors de votre prochaine séance cinéma :

1. Le film met-il en scène au moins deux femmes dont on connaît le nom?
2. Ces femmes se parlent-elles?
3. Se parlent-elles de sujets autres que les hommes?

Facile de passer les trois tests? Pas pour l'industrie du cinéma, visiblement! *Slumdog Millionaire*, *Pirates des Caraïbes*, *Austin Powers*, *Back to the Future*, *Batman*, *Pulp Fiction*, etc. : la plupart des blockbusters échouent dès la première question!

Ce test ne cherche pas à déterminer la teneur féministe du film, mais seulement à rendre compte de la présence des femmes au grand écran. Il révèle que le 7e art est un médium d'hommes mettant en scène des hommes. Les femmes y sont largement sous-représentées et sont bien souvent confinées à des rôles d'amoureuse, d'épouse, de mère, d'amante ou d'amie : leurs préoccupations et leurs relations sociales s'en voient tronquées. Leur rôle est au final défini en fonction de leur relation au personnage principal : un homme.



Un an après que le régime taliban fut chassé du pouvoir, Amnistie internationale et Human Rights Watch dénonçaient également la situation des droits humains en Afghanistan. Qui plus est, les rapports annuels n'ont pas démontré une amélioration de la situation. En effet, depuis le début de l'occupation, les populations civiles ont été victimes de multiples cas d'harcèlement, de violence, de torture et de viol. Cette situation n'est pas seulement le fait des groupes criminels et des milices armées. À ce sujet, des révélations troublantes ont même fait manchette

en septembre dernier en ce qui a trait aux abus et aux crimes de guerres commis par des militaires canadiens. Et pendant ce temps, l'OTAN ferme les yeux sur les abus commis par les forces policières et militaires afghanes.

La libération des femmes représente l'une des justifications majeures de l'invasion militaire de l'Afghanistan. Malgré neuf ans d'occupation, il y a toujours des mariages forcés, des meurtres d'honneur, du trafic de femmes, ainsi que des femmes lapidées pour attitude « immorale ». Quoiqu'en disent ceux et celles qui appuient cette guerre, on ne peut malheureusement pas tout

attribuer aux Talibans. Rappelons qu'en avril 2009, le président Hamid Karzaï a signé une loi qui démontre la nature profondément misogyne et fondamentaliste de son gouvernement. Cette loi a pour effet de restreindre davantage les droits des femmes appartenant à la minorité chiite. Elle interdit aux femmes de quitter le domicile conjugal, sauf pour des raisons jugées légitimes. Elle leur interdit de travailler ou de recevoir une éducation sans autorisation du chef de famille. La loi n'accorde la garde des enfants qu'aux pères, et aux grands-pères en cas de divorce, et écarte les femmes de la succession. Cette loi permet de façon explicite le viol conjugal en permettant aux maris de retirer tout soutien matériel (y compris la nourriture) aux femmes si elles refusent de satisfaire leurs demandes sexuelles. Alors, il semble douteux de prétendre que la situation des femmes s'est améliorée dans ce pays.

Les « héros » canadiens ne font pas partie de la solution en Afghanistan, mais bien du problème. L'occupation par des forces étrangères a envenimé la situation en Afghanistan et empêché les mouvements sociaux les plus progressistes de s'y développer. Pire encore, les gouvernements états-unis ont financé et soutenu dans les années 1980 les franges les plus réactionnaires de l'insurrection contre l'occupant soviétique et continuent encore aujourd'hui de supporter et de venir en aide à un gouvernement foncièrement rétrograde.

## Tunisie (suite de la une)

### Sur la récupération :

« La récupération a déjà commencé. Nous assistons à une récupération opérée non seulement par les forces traditionnelles, mais aussi par les formations de l'opposition – plus exactement ils veulent carrément avoir leur part du gâteau, du butin. C'est ce processus-là qui se déroule actuellement sous nos yeux. [...] L'idée centrale qui émane de la population, c'est que ce soulèvement est le nôtre et on ne veut pas qu'il soit récupéré par les partis. Déjà c'est un acquis important. Quant à la récupération, tout le monde est contre, qu'elle vienne du pouvoir ou des opposants. Pour nous, ces positions vont dans le sens d'une démocratie directe, en tous cas, ce sont les prémisses. Nous allons continuer à oeuvrer en ce sens en tous cas. »

### À propos des éléments islamistes :

« Nous pensons qu'ils sont très dangereux. Ils ont été absents du soulèvement, sauf le dernier jour où ils ont tenté une manoeuvre de récupération, à travers l'instrumentalisation des martyrs, mais sans succès. Leur tactique aujourd'hui est de participer, mais de manière invisible. Dans les faits, ils ont infiltré plusieurs quartiers populaires de Tunis. Le leader du parti Ennahdha intégriste va regagner Tunis et il pense restructurer le courant pour laisser la place aux nouvelles générations. Ils ont donc un agenda secret : ils ne se présentent pas immédiatement, mais se préparent pour les prochaines élections. Ils sont là, ils sont prêts. Quand les autres seront essouffés, ils vont monter à l'assaut. »

### Sur la liberté d'expression :

« En ce qui concerne la conquête de la liberté, c'est le seul acquis véritable, dans la mesure où tout le monde s'exprime librement, sans rien craindre, de telle sorte que la principale artère de Tunis, l'avenue Bourguiba, est devenue un énorme espace de discussion : on y voit partout des gens qui discutent, qui débattent ou qui manifestent... Il y a des manifestations toutes les deux-trois heures, maintenant. »

### Sur les comités de quartier :

« Un autre acquis, c'est la constitution de comités de quartiers. Ces structures-là sont totalement spontanées. Devant tout le monde et officiellement, elles ont été constituées pour épauler les forces de l'ordre, pour le maintien de l'ordre : cela c'est la terminologie officielle. En fait, dans la pratique, ces comités ont permis à la fois d'assurer une sécurité et une auto-défense – notamment contre les fauteurs de troubles à la solde du régime Ben Ali – mais ils ont aussi et surtout permis aux gens de décompresser, de se défouler, de discuter, toutes les nuits et ont ainsi, de fait, bravé le couvre-feu gouvernemental. Et puis cela confirme la tendance générale qu'on peut résumer ainsi : dès que les masses commencent à prendre leur destinée en main, à réfléchir, elles constituent des structures, des comités, des conseils, des soviets – qu'importent les dénominations – des chouras comme en Iran. Et ça s'est passé partout : lors des grèves en 1946 au Caire, en Iran en 1978 et actuellement en Tunisie. Ce qui constitue un pas supplémentaire vers le pouvoir populaire et les soviets – entendus au sens d'organes politiques autonomes ou encore de démocratie directe. »

Pour consulter l'entretien complet sur le web : <http://bit.ly/fusqXa>

2033, St. Laurent, Montréal

**L'INSOUMISE**  
Librairie Anarchiste

Livres, revues, brochures et journaux

Horaire :

Lundi :	fermé
Mardi - mercredi :	de 12h à 18h00
Jeudi - Vendredi :	de 12h à 21h00
Samedi - Dimanche :	de 12h à 18h00

Pour nous joindre : 514-313-3489

**DIRA**  
BIBLIOTHÈQUE ANARCHISTE

DOCUMENTATIONS, INFORMATIONS, RÉFÉRENCES ET ALTERNATIVES

lundi, mardi, vendredi, samedi et dimanche: 14:00 à 19:00  
mercredi et jeudi: 14:00 à 20:00

2035 BOUL. ST-LAURENT, MONTRÉAL / MÉTRO ST-LAURENT

TEL: 514-843-2018 / E-MAIL: [dira@riseup.net](mailto:dira@riseup.net)



# Tous et toutes surveillé-e-s



« Souriez, vous êtes filmé-e-s! »

**Merci du conseil, grand frère, mais si on devait le suivre à la lettre on aurait vite les traits du visage bien crispés. Et puis, de toute façon, ça fait belle lurette qu'il n'y a plus besoin de prévenir. À tout prendre, il vaudrait mieux signaler les lieux sans caméras.**

Dans la rhétorique pâteuse du pouvoir, « la sécurité est la première des libertés ». Et comme il est unanimement admis que la vidéosurveillance participe à notre sécurité, elle renforce de facto nos libertés. On note d'ailleurs de-ci de-là, de timides tentatives linguistiques dans le sens du glissement de vidéosurveillance à vidéoprotection. Orwell aurait adoré [1].

Il y a des fois, on voudrait rougir à la place de ceux et celles qui écrivent de telles absurdités, et dans le cas présent on voudrait leur rappeler que Benjamin Franklin a déjà réglé la question il y a presque trois siècles : « Ceux [et celles] qui sont prêts [et prêtes] à sacrifier une liberté essentielle pour acheter une sûreté passagère, ne méritent ni l'une ni l'autre. »

Mais à quoi bon s'indigner? Les caméras sont maintenant partout, dans la rue, dans les magasins, même dans les écoles.

Jeu concours! Compte le nombre de caméras sous lesquelles tu passes pendant une journée. Compare avec tes ami-e-s. Le gagnant ou la gagnante a droit à une cagoule. Note : les caméras à l'université comptent double.

L'époque actuelle présente ceci d'inédit qu'elle est celle d'un assaut frontal contre l'anonymat et contre l'intime. Ce n'est pas la seule conséquence préoccupante de ce dernier siècle de technologie clinquante, mais elle mérite qu'on s'y arrête un peu. Elle va d'ailleurs de pair avec l'avancée des techniques de contrôle des foules, lieu de l'anonymat par excellence.

Pour le pouvoir, la population recèle toujours une part de menace confuse. Il raffole donc de cette panoplie d'outils que la technoscience met à sa disposition pour surveiller

et, le cas échéant, se protéger d'elle. C'est la grande tendance. Après des débuts balbutiants dans les années '20 – il arrivait alors aux bourgeois et aux bourgeoises de manifester contre la carte d'identité obligatoire – l'identification, le contrôle et leur rationalisation ont fait des progrès spectaculaires à l'occasion de la seconde guerre mondiale. Une vingtaine d'années plus tard, le tortionnaire Roger Trinquier mettait le recensement des populations au cœur de sa théorie de la guerre « moderne », c'est-à-dire contre les mouvements de libération des peuples colonisés.

Aujourd'hui, après l'étape du passeport biométrique, on assiste aux noces de la vidéosurveillance et de la biométrie, un ensemble de techniques d'identification des individus à partir de leur traits physiques, leur apparence ou leur comportement. Les empreintes digitales, les réseaux veineux, le visage, les oreilles, l'ADN, la voix, le rythme de frappe sur un clavier; toutes les particularités du corps humain sont à l'étude pour nous distinguer les uns et les unes des autres. Les caractéristiques faciles à repérer sans intervention directe, en général les traits du visage, sont évidemment privilégiées pour la surveillance des foules.

vie privée, elle reste chez toi; dès que tu sors, on veut tout savoir. Savais-tu qu'à Londres, à chaque sortie, tu es filmé en moyenne 300 fois? Ne te plains pas, on en n'est pas encore là. De toute façon, c'est pour ton bien. C'est pour ta sécurité. »

Et tant pis si un rapport français conclut sur l'impossibilité d'évaluer l'efficacité de la vidéosurveillance. Tant pis si Scotland Yard considère que c'est « un fiasco » pour la prévention et l'élimination des délits. Tant pis si ça coûte cher à la communauté.

À vrai dire, les techniques ne sont pas encore efficaces, mais on y arrive tranquillement, et vu l'engouement des décideurs et des décideuses pour la quincaillerie technologique, les prix ne tarderont pas à baisser. En attendant, la délinquance et les potentiels risques d'attentats ont le dos large. L'enjeu n'est évidemment pas là. L'enjeu, c'est la surveillance.

Tous et toutes surveillé-e-s pour attraper quelques malfrats? Non : tous et toutes surveillé-e-s car tous suspects, toutes suspectes.

Une lueur d'espoir malgré tout : la vidéosurveillance coûte cher et n'est pas efficace. Tant mieux. Il suffirait de faire en sorte qu'elle coûte plus cher, pour enrayer sa progression.

La police se prend pour big brother, crevons-lui les yeux!



C'est le genre d'outils que les autorités ont utilisé après les sommets du G20 à Toronto et à Séoul pour retracer des manifestants et des manifestantes. Il faut dire que les laboratoires d'optique, d'intelligence artificielle, d'analyse d'images, rivalisent d'ingéniosité pour fournir aux pouvoirs en place des systèmes intégrés aptes à détecter en temps réel les comportements suspects et à identifier quiconque, partout et tout le temps. On n'arrête pas le progrès...

« Tu n'étais pas à Toronto pour manifester contre le G20? Tu n'as rien à te reprocher? Pas grave, on veut juste savoir qui tu es, où tu étais, quand et avec qui. Et la

Quelques suggestions de lectures:

- Pierre Piazza, « Histoire de la carte nationale d'identité », 2004
- Roger Trinquier, « La guerre moderne », 1961
- Pièces et main d'œuvre, « Terreur et possession – enquête sur la police des populations à l'ère technologique », 2008

[1] Dans 1984, Orwell imagine une nouvelle langue imposée par le pouvoir, la novlangue, dans laquelle toute idée de critique du pouvoir est évacuée, car non formulable.

## Electrolux et le labor made cheap

Le 14 décembre 2010, les quelque 1300 employé-e-s d'Electrolux reçoivent leur cadeau de Noël : ils et elles perdront leur emploi progressivement jusqu'à la fermeture complète de l'usine en 2013. C'est ce qu'on appelle une belle patate dans un bas de Noël! La raison évoquée pour cette fermeture est une comptine familière : l'usine d'électroménagers n'est plus concurrentielle.

Mais concurrentielle pour qui? Car la manufacture, établie à l'Assomption depuis plus de 70 ans, était considérée comme rentable et productive de l'aveu même de sa direction. Le profit, cette carotte faisant office de moteur du capitalisme, ne manquait donc pas à l'appel. Quels motifs affreux pouvaient bien pousser les braves patrons et patronnes à mettre sous cadenas une entreprise répondant aux besoins du marché? La réponse est toute simple, et fut énoncée de façon presque désinvolte : l'usine n'est plus suffisamment rentable. Pourquoi en effet payer ses employé-e-s entre 18 et 20\$ de l'heure, alors que d'autres accepteraient moins de 14\$ de l'heure? La carotte est plus juteuse, et l'appétit de cochons de certaines personnes sera – du moins temporairement – satisfait.

Mais la berceuse que nous chantonnent les propriétaires de l'usine pour euphémiser l'événement a tout de même un mérite : celui de mettre en évidence qu'au royaume du capitalisme, les salarié-e-s les plus dociles sont rois et reines! Le bon vieil engrenage de ce système économique grince un peu, mais ses mécanismes tiennent bon : il

suffit d'abord d'empêcher les ouvriers et ouvrières d'être en contrôle de leurs moyens de production, la propriété devant être concentrée entre les mains de quelques téméraires entrepreneurs et entrepreneuses. Une fois cette propriété privée établie, faites compétitionner entre elles différentes personnes pour un même emploi; celles qui acceptent les conditions les plus basses gagnent! Cette dynamique étrange, confortée par le médium du salariat, produit ce qu'il est convenu de nommer le cheap labor.

Cette expression ne permet toutefois de saisir que superficiellement les relations sociales de production. Il serait plus honnête, à l'instar de la féministe Cynthia Enloe, de parler de labor MADE cheap. Utiliser cette périphrase, c'est inciter les personnes curieuses à questionner « qui » rend le travail cheap, et par « quels moyens ». C'est présenter une relation de pouvoir pour ce qu'elle est : une exploitation.

Si les réponses à ces questions sont connues de la plupart, la marche à suivre pour remplacer le système capitaliste reste plus nébuleuse. Nous proposons la mise en commun des moyens de production aux mains des travailleurs et travailleuses afin qu'ils et elles en assument le plein contrôle.

Cette forme de production autogérée supprime les inégalités structurelles et stimule l'entraide plutôt que la compétition. Ce mode de fonctionnement existe déjà : on le retrouve entre autres dans les coopératives de travail (cafés, écoles), les projets collectifs (Wikipédia, Koumbit) et une multitude d'organisations et d'initiatives locales (radios communautaires, jardins de quartier, librairies). Les usines autogérées existent également : elles ont dernièrement émergé en quantité en Argentine suite à la crise financière au tournant des années 2000. Les ouvriers et ouvrières ont alors récupéré plusieurs entreprises laissées à l'abandon par le patronat. Voilà un projet qui pourrait donner quelques pistes de réflexion et d'action à des camarades de l'Assomption...

